

Politiques interne et externe de la République du Kosovo

Dr. Liridon Lika

Chargé de cours adjoint et maître de conférences à l'Université de Liège

Chercheur postdoctoral à l'Université de Maastricht

E-mail: Liridon.Lika@uliege.be



Ma présentation est divisée en six parties :

- 1. La guerre d'indépendance (1998-1999)**
- 2. De 1999 à 2008: le Kosovo sous protectorat de l'ONU**
- 3. L'indépendance du Kosovo (17 février 2008)**
- 4. La période post-indépendance (de 2008 à aujourd'hui): les politiques internes**
- 5. La période post-indépendance (de 2008 à aujourd'hui): la mise en œuvre de la politique étrangère du Kosovo: priorités, orientation et alliés**
- 6. Perspectives d'avenir de la République du Kosovo**

Introduction

Au début des années 1990, les Albanais du Kosovo mènent une lutte pacifique pour l'indépendance du pays.

En 1998, ils débutent une guerre armée de libération nationale.

En 1999, le Kosovo est libéré de l'occupation serbe.

En 2008, le Kosovo est devenu le plus jeune État d'Europe.

Question de recherche :

Où en est l'État kosovar 22 ans après la guerre et 13 ans après l'indépendance ?

République du Kosovo



1. La guerre d'indépendance (1998-1999)

Les Albanais du Kosovo ont fait à travers l'histoire des efforts constants, pacifiques et armés, pour la liberté et l'indépendance.

La création de l'État kosovar a connu un long processus historique qui a commencé plusieurs décennies auparavant, à savoir depuis l'occupation violente du Kosovo par la Serbie en 1912-1913.

Le chemin vers la liberté et l'indépendance fut difficile et plusieurs générations d'Albanais se sacrifièrent pour réaliser cet idéal.

Le Kosovo adopta dans un premier temps une politique pacifique de résistance civile et politique sous la direction du président Ibrahim Rugova.

Ensuite, au Kosovo apparût le mouvement militaire et politique, qui mena une guerre de libération nationale : l'Armée de Libération du Kosovo (ALK) – en albanais Ushtria Çlirimtare e Kosovës (UÇK).



1. La guerre d'indépendance (1998-1999)

Bilan de la guerre (source: Agjencia Shtetërore e Arkivave të Kosovës, 2013)

- Dès début 1998, le régime oppresseur de Slobodan Milosevic envoi de plus en plus de forces de police et des forces militaires ainsi que paramilitaires serbes lesquelles ont commis des violations graves des droits de l'homme contre la population civile albanaise.
- De janvier 1998 au 12 juin 1999, en appliquant une politique de la terre brûlée, l'État serbe a commis de nombreux crimes et massacres, et un génocide :
 - 11 843 albanais tués (dont 1 691 mineurs, 2261 martyrs) ;
 - 1 450 autres sont toujours portés disparus ;
 - 20 400 femmes albanaises violées.
- Durant la même période, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) plus de 850 000 Albanais furent expulsés de force vers l'Albanie, la Macédoine du Nord et le Monténégro.
- La Serbie de Milosevic a également détruit plus de 188 000 maisons privées et bâtiments publics (écoles, bibliothèques, hôpitaux, sites et monuments historiques et culturels).
- Selon les économistes kosovars, le coût total s'élève à plus de 20 milliards d'euros de dégâts.

La guerre du Kosovo en images (1998-1999)



L'intervention humanitaire de l'OTAN (1999)



2. De 1999 à 2008: le Kosovo sous protectorat de l'ONU

- Immédiatement après la guerre, le Kosovo (avec l'aide des États-Unis et de l'Union européenne) s'est focalisé sur :
 - la reconstruction
 - la stabilisation
 - le retour des réfugiés
 - le *state-building*
 - l'organisation des élections
 - 2006-2007: négociations sur le statut final du Kosovo
 - 2007: le médiateur de l'ONU **Martti Ahtisaari** recommande :
« **L'indépendance est la seule option qui permettrait d'assurer la stabilité politique et la viabilité économique du Kosovo** ».

3. L'indépendance du Kosovo (17 février 2008)

- La guerre de l'Armée de Libération du Kosovo (UÇK), le soutien occidental, l'intervention humanitaire de l'OTAN (1999) ont rendu possible la libération du Kosovo en le plaçant temporairement sous le protectorat de l'ONU (1999-2008).
- Les efforts des Albanais pour l'indépendance du Kosovo furent atteints avec l'aide de l'Albanie, des États-Unis, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la France, de l'Italie ou encore du Royaume-Uni.
- C'est en **étroite coordination** avec ces derniers que le Parlement du Kosovo proclama l'indépendance du Kosovo le 17 février 2008.
- L'indépendance kosovare était la seule et unique solution acceptable pour les Albanais du Kosovo.



4. La période post-indépendance (de 2008 à aujourd'hui): les politiques internes

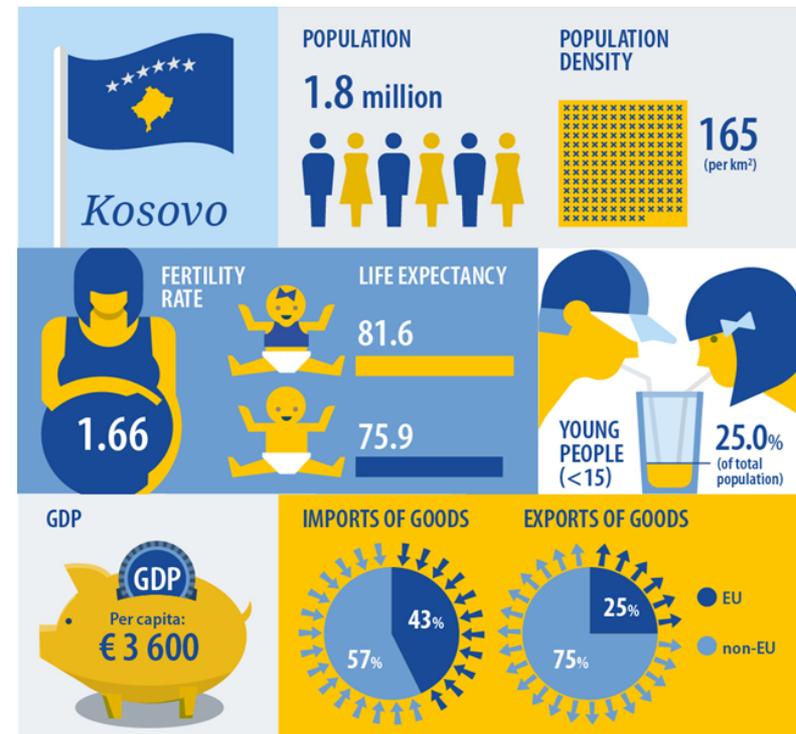
Le système politique au Kosovo :

- Le système politique = manière dont les États sont organisés.
- Le système politique comprend le régime politique, l'organisation économique et sociale des États.
- Le Kosovo est une démocratie parlementaire.
- Pluralisme politique : le monde politique polarisé surtout concernant la démarcation de la frontière entre le Kosovo et le Monténégro.
- Elections libres.
- Société civile active.

Le développement socio-économique du Kosovo

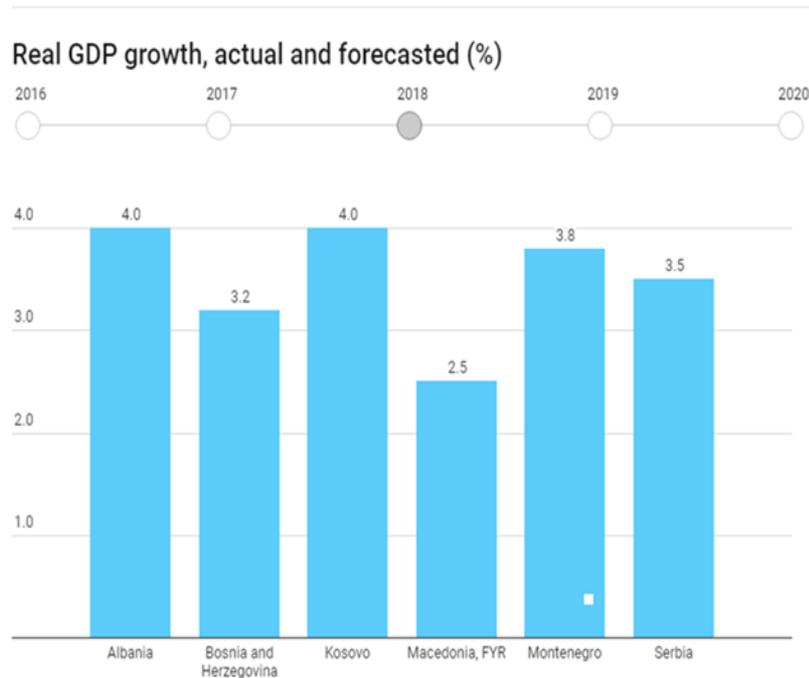
- Focalisation sur la consolidation des institutions étatiques.
- Exercer sa pleine souveraineté sur l'ensemble de son territoire étatique.
- Privatisation.
- Défis:
 - le taux de pauvreté reste significatif.
 - phénomènes d'immigration vers l'Europe occidentale.
- La diaspora a fourni quelque six milliards d'euros au cours des dix dernières années : environ 600 millions d'euros par an.

Population jeune



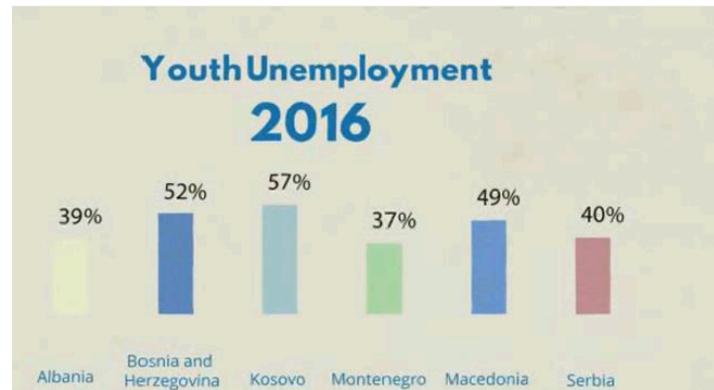
Le développement socio-économique du Kosovo

La croissance économique au Kosovo pour 2018 était de 4 %



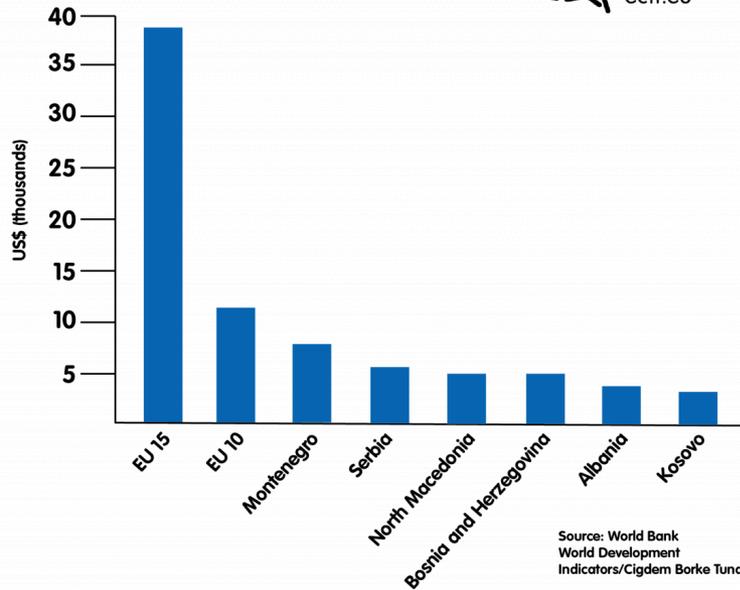
Source: Western Balkans Regular Economic Report No. 14 •

Source: World Bank Group



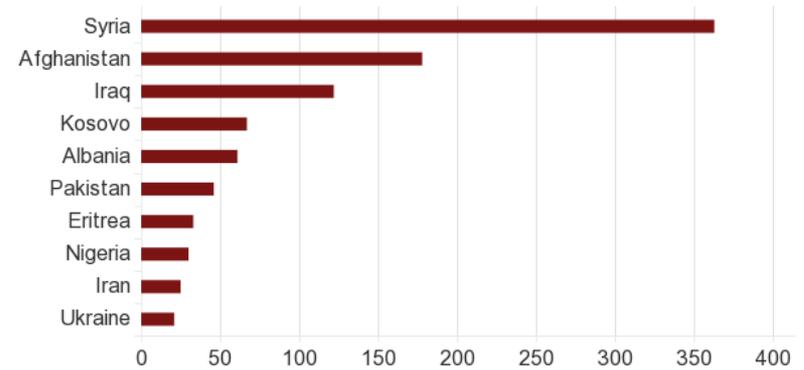
Le développement socio-économique du Kosovo

EU and Western Balkans per capita income 2015



Top 10 origins of people applying for asylum in the EU

First-time applications in 2015, in thousands



Source: Eurostat

Infrastructures modernes



Nouvelles constructions



La mission européenne Eulex au Kosovo

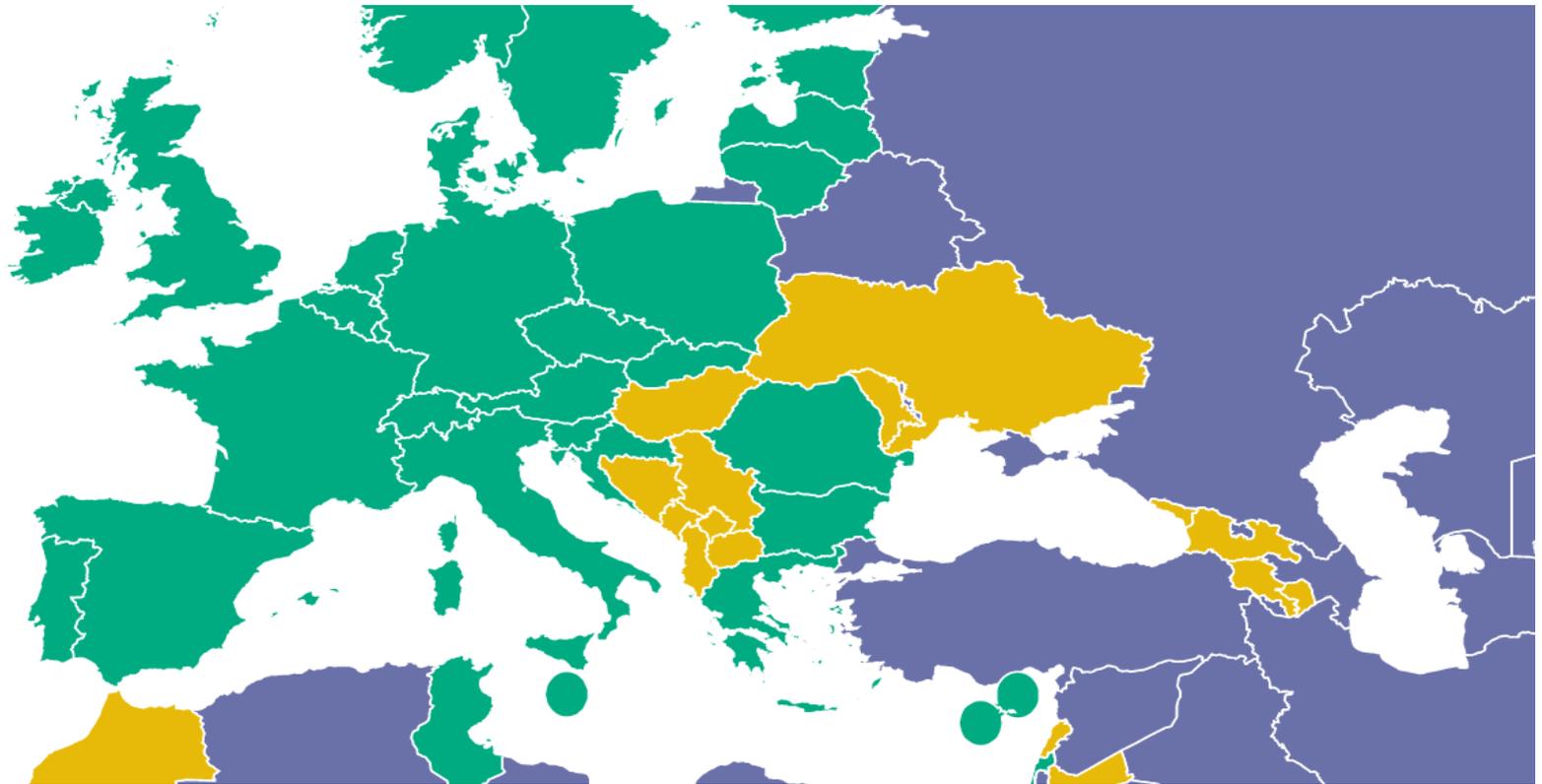
- En 2008, afin d'aider et de consolider l'État kosovar, l'UE a décidé d'envoyer une mission civile internationale au Kosovo.
- La mission Eulex-Kosovo comptait à l'origine plus de 1800 officiers de police et avocats.
- Cette mission sur l'État de droit visait à soutenir le Kosovo dans la période post-indépendance, principalement dans les domaines de la police, de la justice et des douanes.
- Sa fonction était essentiellement technique: superviser et conseiller les autorités du Kosovo pour consolider leur État tout en conservant certains pouvoirs exécutifs.
- Cependant, les résultats d'Eulex sont mitigés (scandales de corruption en son sein).
- Les retards dans le domaine de l'État de droit au Kosovo :
 - Kosovo et UE = co-responsables

Freedom in the World 2019

Source: Freedom House Report 2019

Freedom House = ONG financée par le gouvernement américain qui analyse la démocratie dans le monde

Free Partly Free Not Free

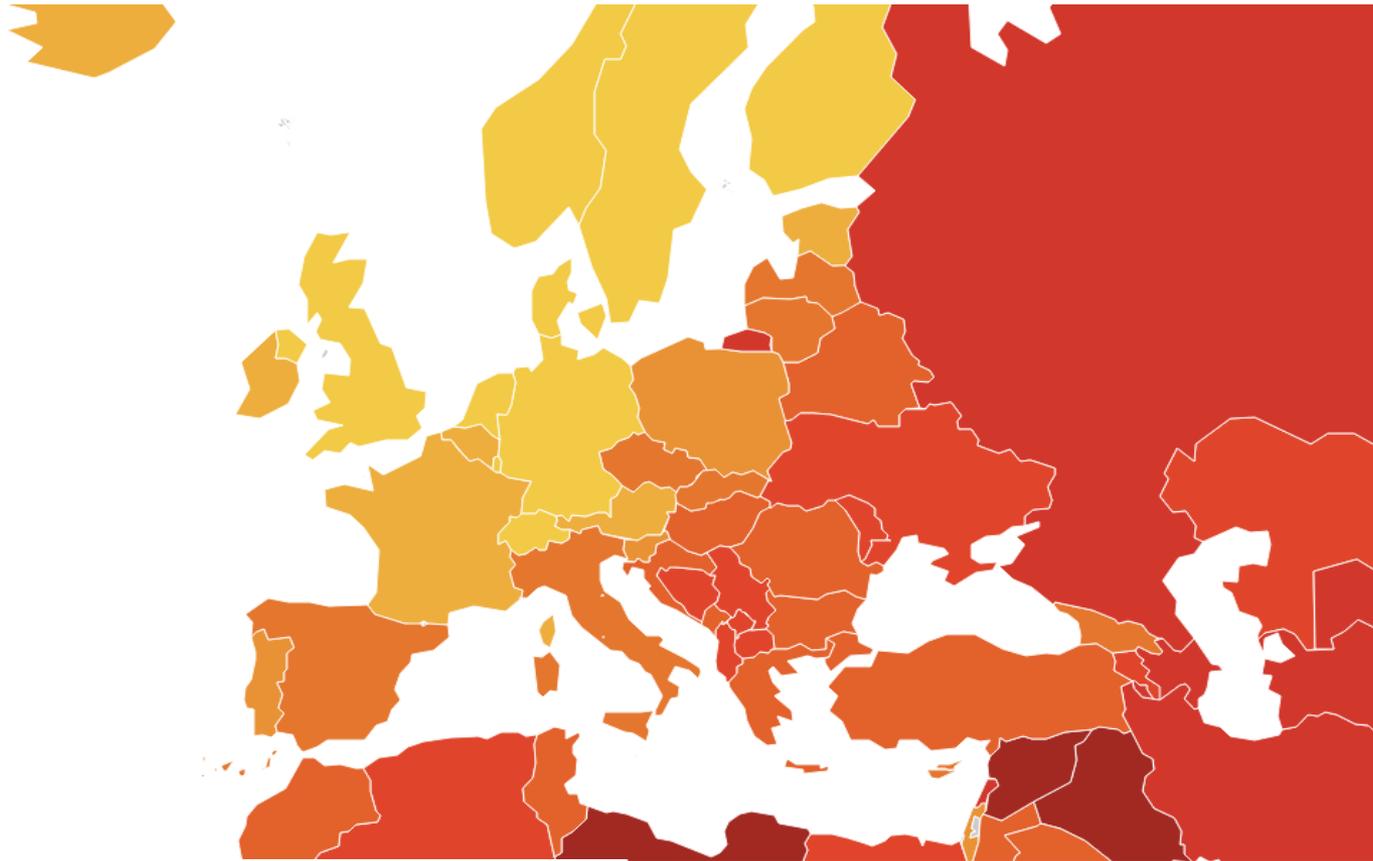


Balkans occidentaux

Corruption Perceptions Index 2018

Source: Transparency International

Transparency International = ONG allemande qui vise à lutter contre la corruption dans le monde



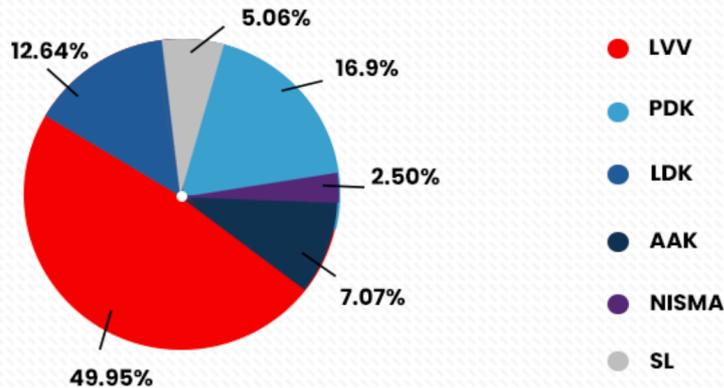
SCORE



Les résultats des élections parlementaires du 14 février 2021

REZULTATET PËRFUNDIMTARE

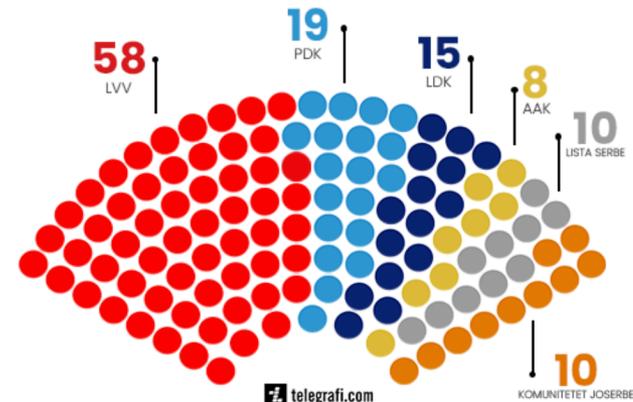
ZGJEDHJET 2021



telegrafi.com

KUVENDI I KOSOVËS

Shpërndarja e ulëseve pas zgjedhjeve të 14 shkurtit



telegrafi.com

KOMUNITETET JOSERBE

5. La période post-indépendance (de 2008 à aujourd'hui): la mise en œuvre de la politique étrangère du Kosovo: priorités, orientation et alliés

- Depuis 2008: création d'une infrastructure d'État pour développer une politique étrangère.
- La République du Kosovo a établie diverses relations diplomatiques, commerciales, militaires ou culturelles avec d'autres États et organisations internationales.
- Les autorités du Kosovo se sont engagées :
 - à obtenir la pleine reconnaissance internationale ;
 - à ouvrir des ambassades à l'extérieur ;
 - à faire partie d'initiatives régionales et internationales, de forums et d'organisations à caractère politique, économique, de sécurité, culturel ou sportif.
- L'avis du 22 juillet 2010 de la Cour internationale de justice (CIJ) : l'indépendance du Kosovo était pleinement conforme au droit international.



REPUBLIC OF KOSOVO
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Les relations de la République du Kosovo avec l'Occident (États-Unis et Union européenne)

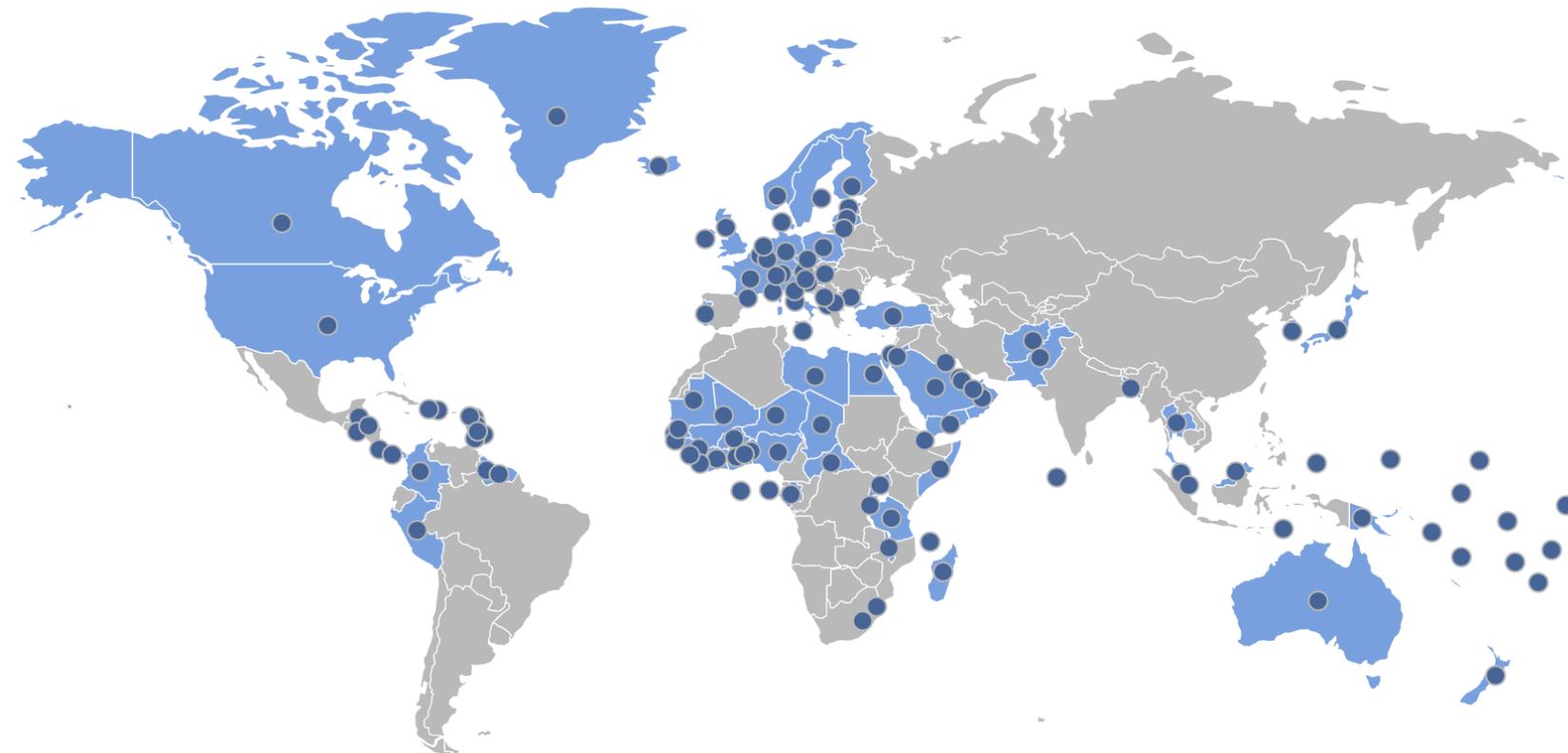
- L'orientation stratégique = l'Occident (États-Unis, Union européenne, OTAN).
- L'ensemble des gouvernements du Kosovo ont fait de l'adhésion à l'OTAN et de l'intégration européenne une priorité nationale, malgré les difficultés liées aux réformes nécessaires et au contexte international dans lequel l'État du Kosovo évolue :
 - **premièrement**, les États occidentaux ont soutenu la libération (1999) et l'indépendance (2008) du Kosovo ;
 - **deuxièmement**, depuis son indépendance en 2008, le Kosovo s'est appuyé sur le soutien politique et socio-économique des États-Unis et de l'UE pour se consolider en tant qu'État indépendant et souverain ;
 - **troisièmement**, l'alliance du Kosovo avec les puissances européennes et les États-Unis revêt une importance capitale, car les autorités kosovares souhaitent rejoindre les structures euro-atlantiques.



International recognition of the Republic of Kosovo

117 pays ont reconnu officiellement l'indépendance du Kosovo

Source: <https://www.kosovothankyou.com/>



FEBRUARY 17. 2021

Le sport



KOSOVO



Le Kosovo: comment voit-il l'UE?



- Par exemple, le 9 mai, Journée de l'Europe, est officiellement un jour férié au Kosovo.
- À l'exception du Luxembourg (à partir de 2019), cette date n'est un jour férié dans aucun État membre de l'UE.
- De même, le drapeau de l'État du Kosovo représente un champ bleu symbolisant les couleurs de l'UE.
- Par exemple : 83 % (2016), 90 % (2017) et 84 % (2018) des citoyens du Kosovo sont en faveur d'une adhésion à l'UE (Source: Balkan Public Barometer).



Par exemple : l'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA)

L'ASA est entré en vigueur en 2016 après avoir été ratifié par le Parlement européen et le Parlement du Kosovo.

Un grand pas en avant pour l'État du Kosovo vers l'adhésion à l'UE.

Il s'agit d'une des premières étapes sur le chemin vers l'adhésion à l'UE.

Libéralisation des visas: le Kosovo a rempli les critères.



La normalisation des relations interétatiques entre la République du Kosovo et la République de Serbie sous la médiation de l'UE et le soutien des États-Unis

- Le 9 septembre 2010, le dialogue entre les deux États a été initié par la résolution n° 64/298 de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Le dialogue a commencé en 2011: première phase : technique; la seconde : politique.
- Accord de Bruxelles (2013): un pas en avant vers la normalisation des relations entre les deux États.
- La dernière étape du dialogue: vers un traité de paix et une reconnaissance officielle mutuelle entre les deux États.
- Le futur Premier ministre du Kosovo **Albin Kurti** a déclaré que le dialogue n'est pas sa priorité:
 - selon lui: le dialogue = sixième ou septième priorité de son futur gouvernement.
 - selon lui: ses priorités sont l'économie et la justice.

6. Perspectives d'avenir de la République du Kosovo

- **La priorité de la politique étrangère de la République du Kosovo demeure :**

- L'augmentation du nombre des reconnaissances officielles ;
- la pleine adhésion du pays au sein de différentes organisations internationales

→ Par exemple: au Conseil de l'Europe et à l'ONU



- **Les autorités kosovares visent également à avancer dans le chemin de l'intégration euro-atlantique :**

- à préparer la République du Kosovo à devenir membre de l'OTAN et de l'UE.



Conclusion

- 22 ans après la guerre et 13 ans après l'indépendance, la République du Kosovo est un État stable, sûr, pacifique, démocratique et en pleine transformation socio-économique.
- La politique étrangère de la République du Kosovo est orientée vers l'Occident (structures euro-atlantiques = États-Unis, Union européenne et OTAN).
- Avec le soutien du monde occidental, le Kosovo a solidement consolidé sa souveraineté sur la scène internationale.
- Le Kosovo est devenu membre d'un grand nombre d'organisations internationales (politiques, économiques, sportives,...).
- Priorités pour les années à venir :
 - obtenir de nouvelles reconnaissances internationales ;
 - adhérer à des organisations internationales comme l'ONU ;
 - intégrer les structures euro-atlantiques (Union européenne, OTAN).

Merci de votre attention

Faleminderit për vëmendjen tuaj